

Séance 3

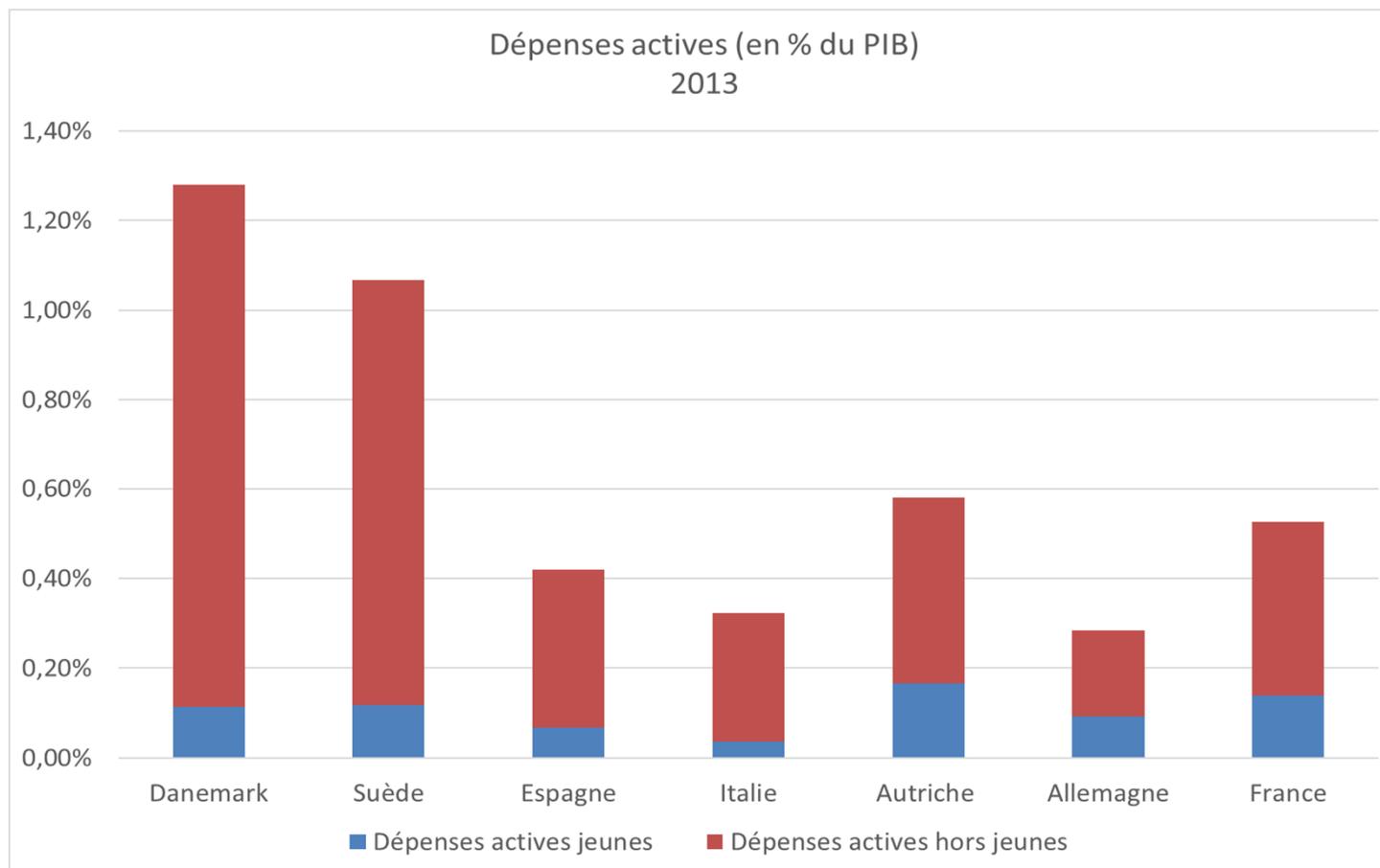
Les dispositifs d'insertion
professionnelle des jeunes sont-ils
efficaces ?

Jeudi 3 novembre 2016

Plan de la présentation

- **L'effort financier des politiques publiques en faveur des jeunes**
- **L'alternance/l'apprentissage : des dispositifs très peu (voire de moins en moins) positionnés sur l'insertion des jeunes en difficulté**
 - Les évolutions récentes des entrées reflètent d'abord les difficultés de l'emploi des jeunes
 - La plupart des ruptures de contrats d'apprentissage ont une cause d'origine professionnelle
 - Contrats de professionnalisation : essentiellement pour les jeunes bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur
- **La structure française des salaires jeunes/adultes dans une position moyenne en Europe**
 - Un ralentissement de la hausse du coût du travail du fait de l'introduction du CICE
 - Le salaire minimum en France et en Europe
 - La structure des salaires défavorable aux peu diplômés ?
- **Une forte prévalence des emplois aidés dans l'emploi des jeunes**
 - Retour sur les emplois aidés
 - Les emplois d'avenir : un contrat aidé très différent des précédents avec une forte présence de formation
- **L'accompagnement des jeunes.**
 - L'effort des pouvoirs publics en matière d'accompagnement
 - Le rôle des missions locales dans l'accompagnement des jeunes
 - Un focus sur l'évaluation du Revenu Contractualisé d'Autonomie
 - Les missions locales : un rôle d'orientation et d'accompagnement, pas encore d'intermédiation ?
 - Entre formation et accompagnement, les écoles de la deuxième chance et l'EPIDE

L'effort financier pour les jeunes est relativement important en France

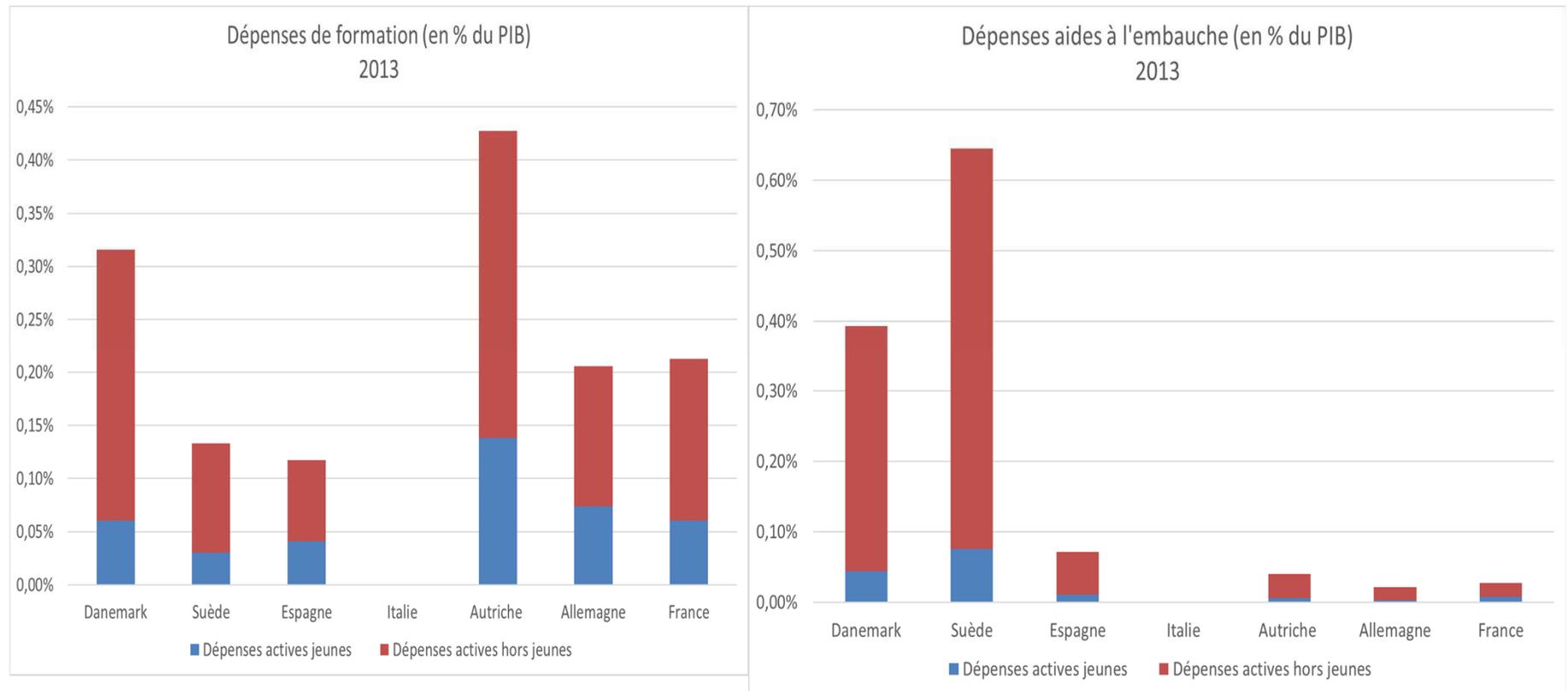


Base Politiques Marché du Travail – Commission européenne

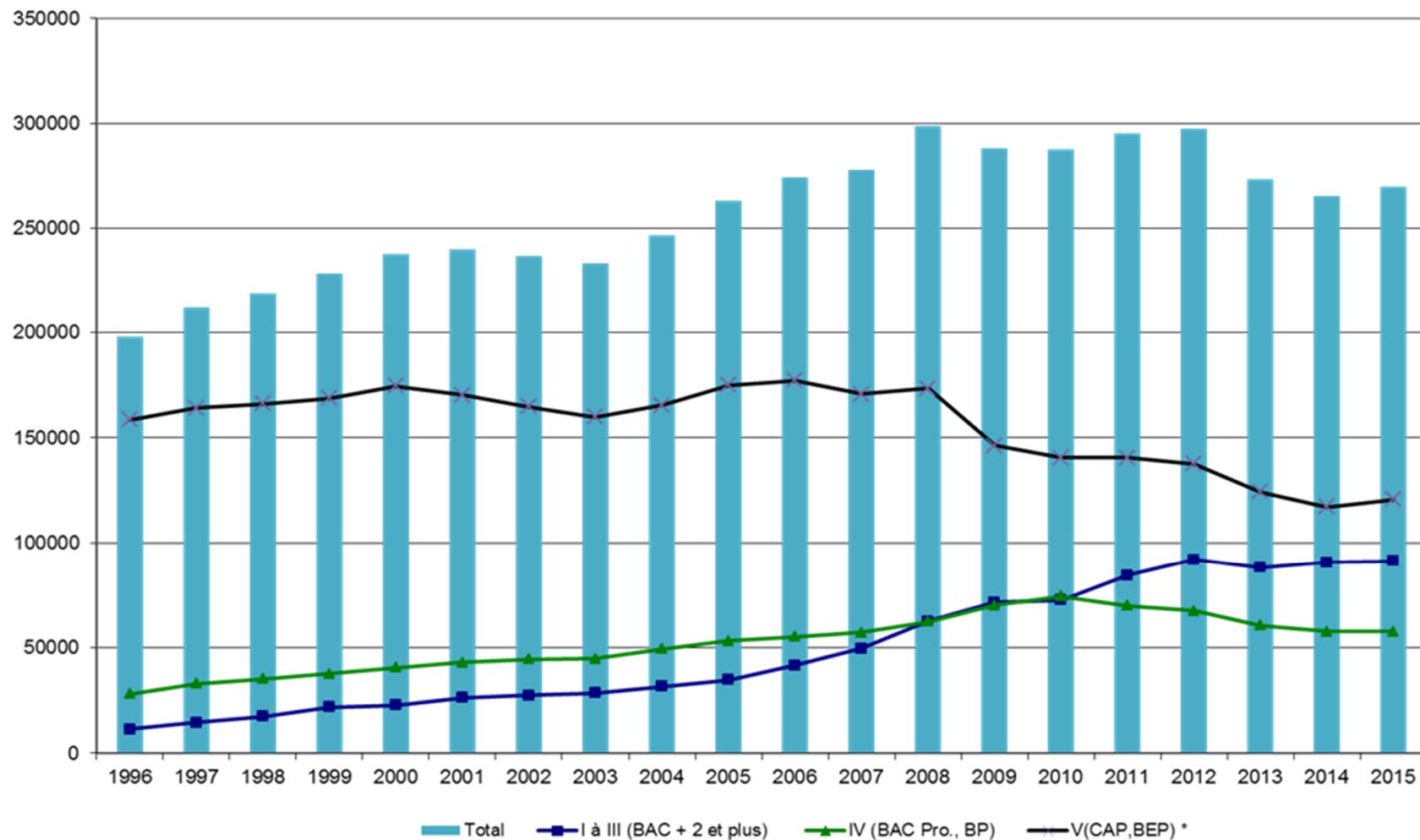
Les dépenses actives comprennent les dépenses d'emplois aidés et de formation.

Elles ne comprennent pas les dépenses d'accompagnement.

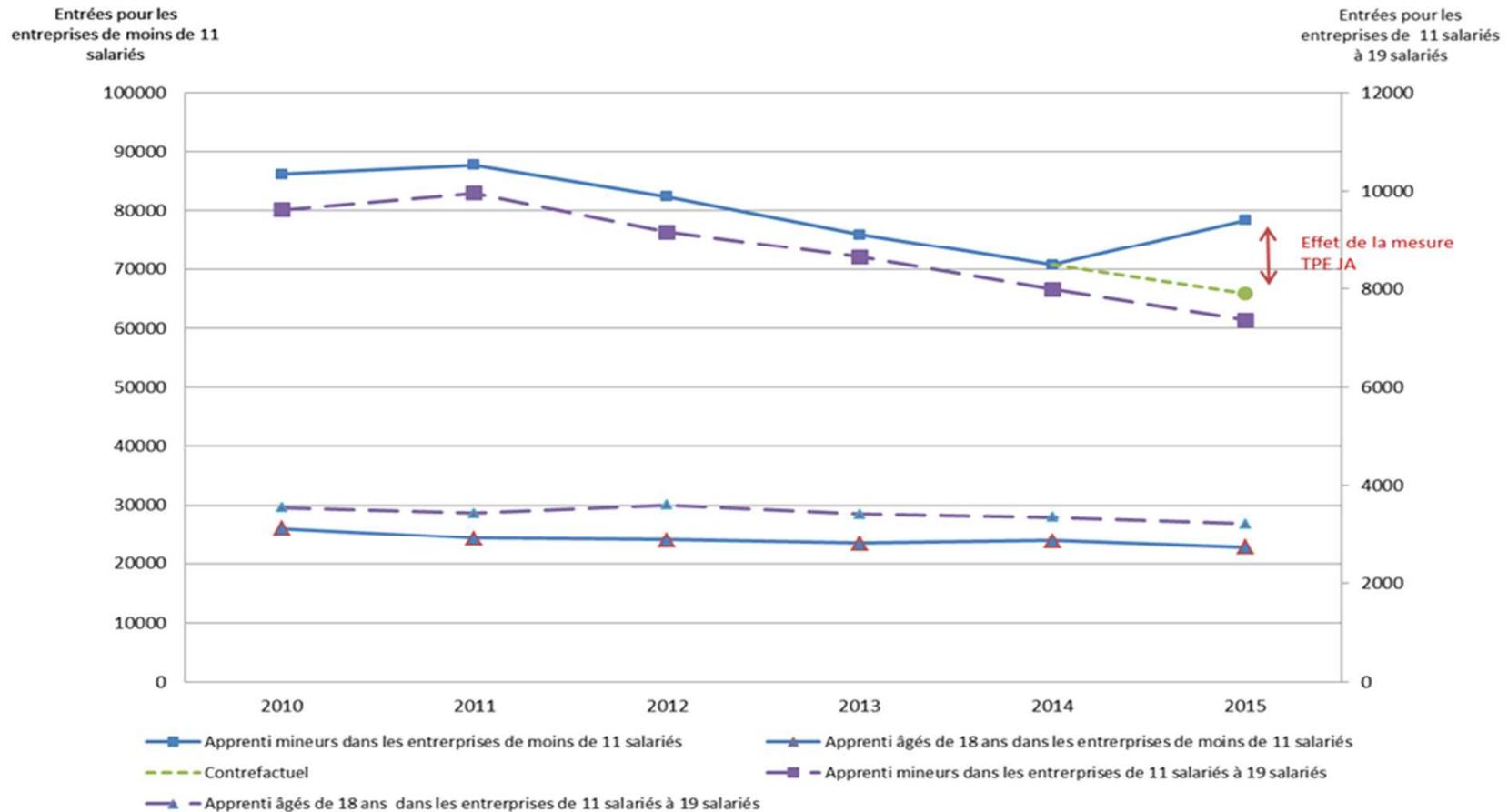
L'effort financier de formation pour les jeunes est relativement important en France



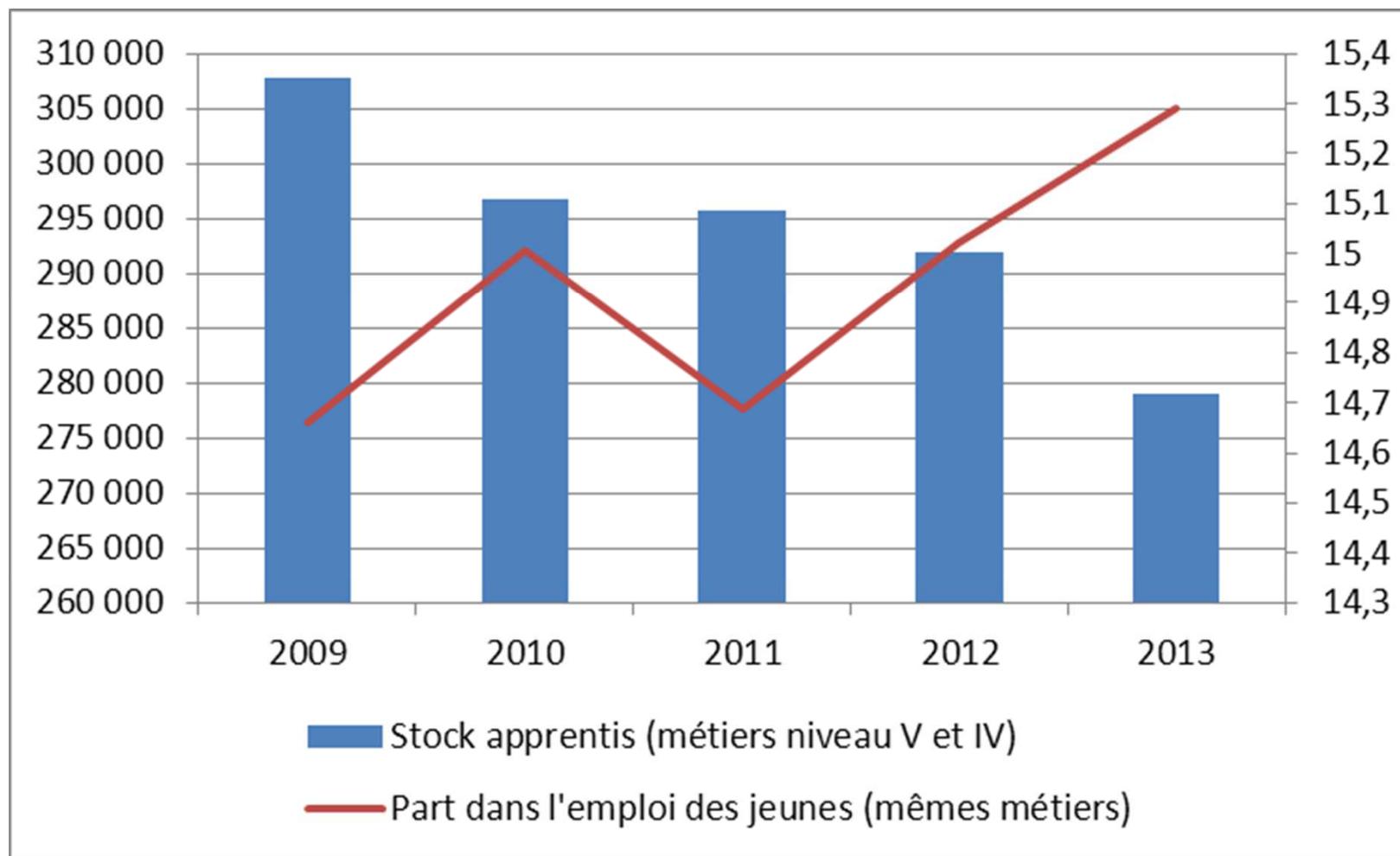
Depuis 2008, une baisse des entrées en apprentissage au niveau V et IV



Le rebond de 2015 tient essentiellement à l'impact de la mesure TPE- Jeunes Apprentis



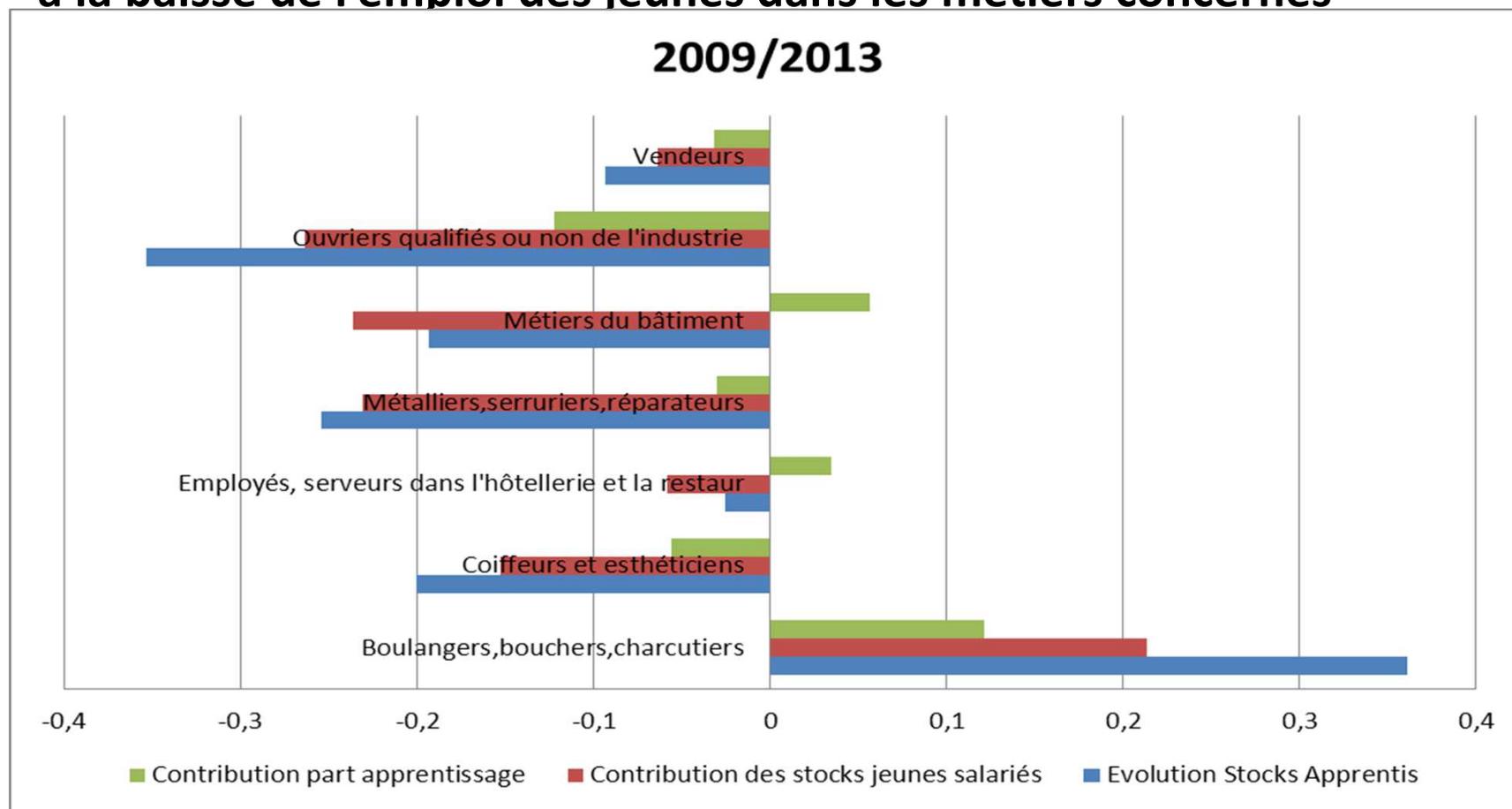
La part des apprentis dans l'emploi des jeunes employés et ouvriers a légèrement augmenté entre 2009 et 2013



DADS – Insee (calculs DARES)

Champ limité aux métiers essentiellement présents dans l'apprentissage de niveau V et IV

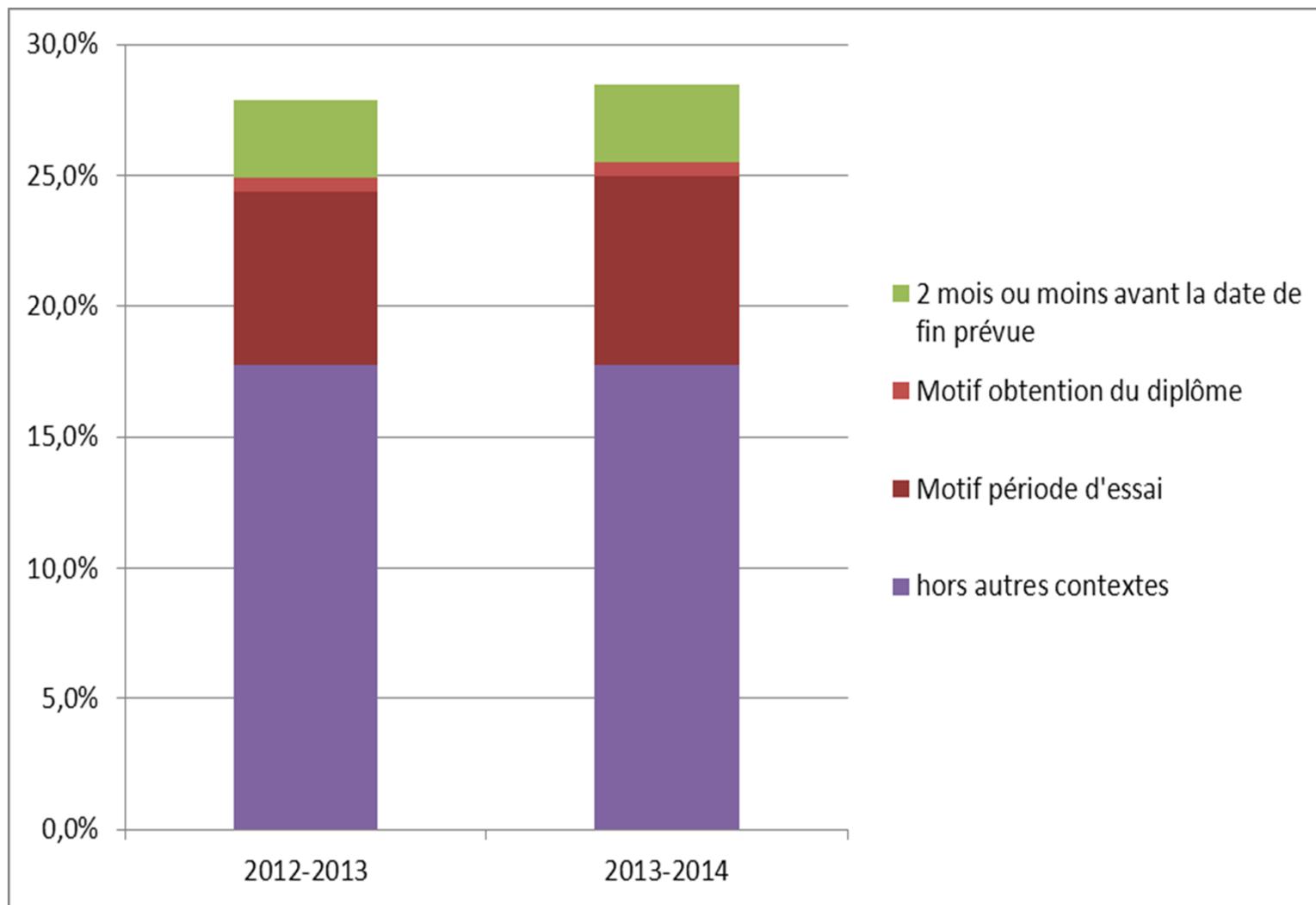
La baisse de l'apprentissage au niveau IV et V est essentiellement liée à la baisse de l'emploi des jeunes dans les métiers concernés



DADS – Insee (calculs DARES) Champ limité aux métiers essentiellement présents dans l'apprentissage de niveau V et IV

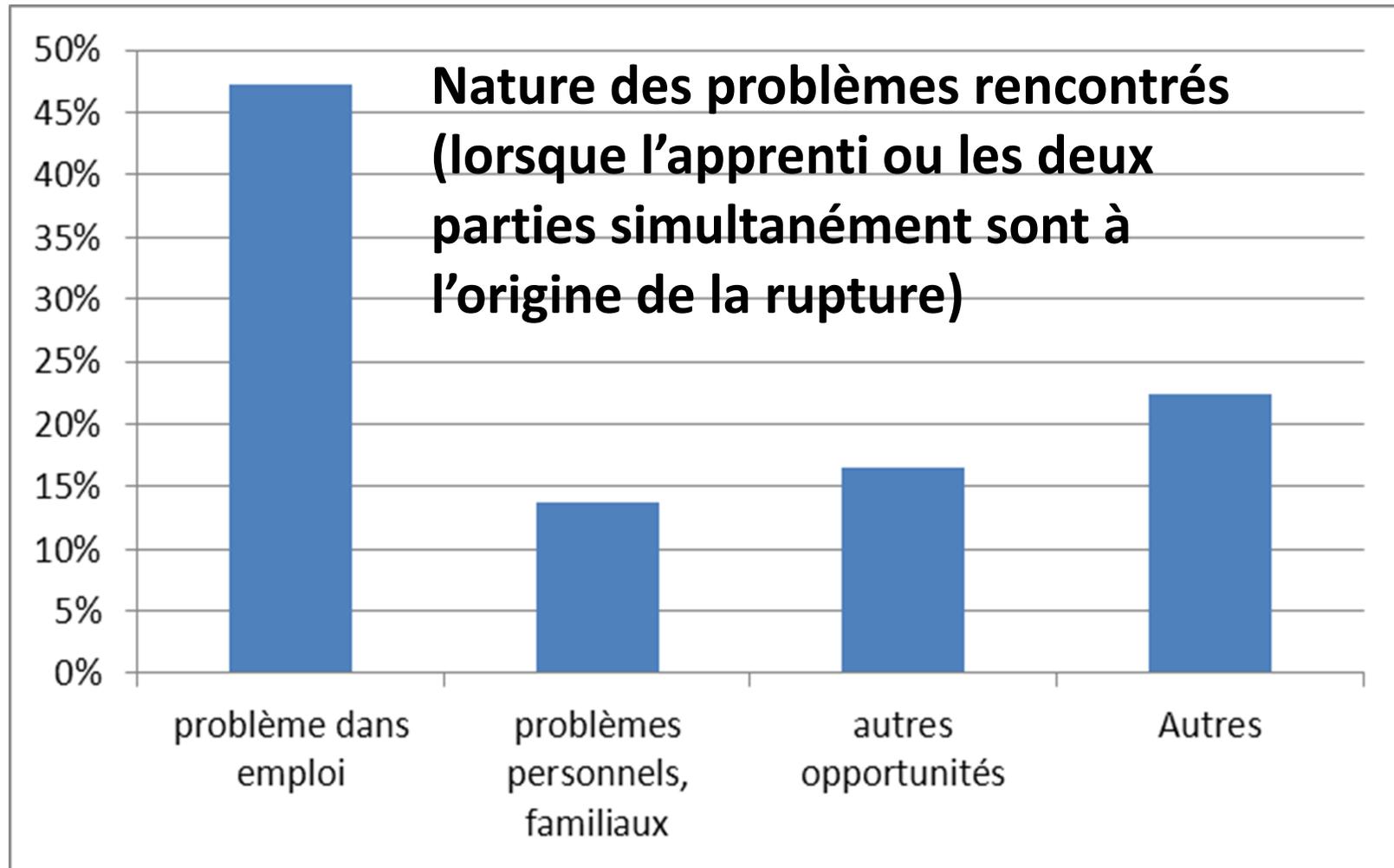
Note de lecture : pour chaque métier, l'évolution du stock d'apprentis entre 2009 et 2013 est égale à la contribution de l'évolution des effectifs de jeunes salariés et de celle du taux de recours à l'apprentissage

Quand se produisent les ruptures de contrats d'apprentissage ?

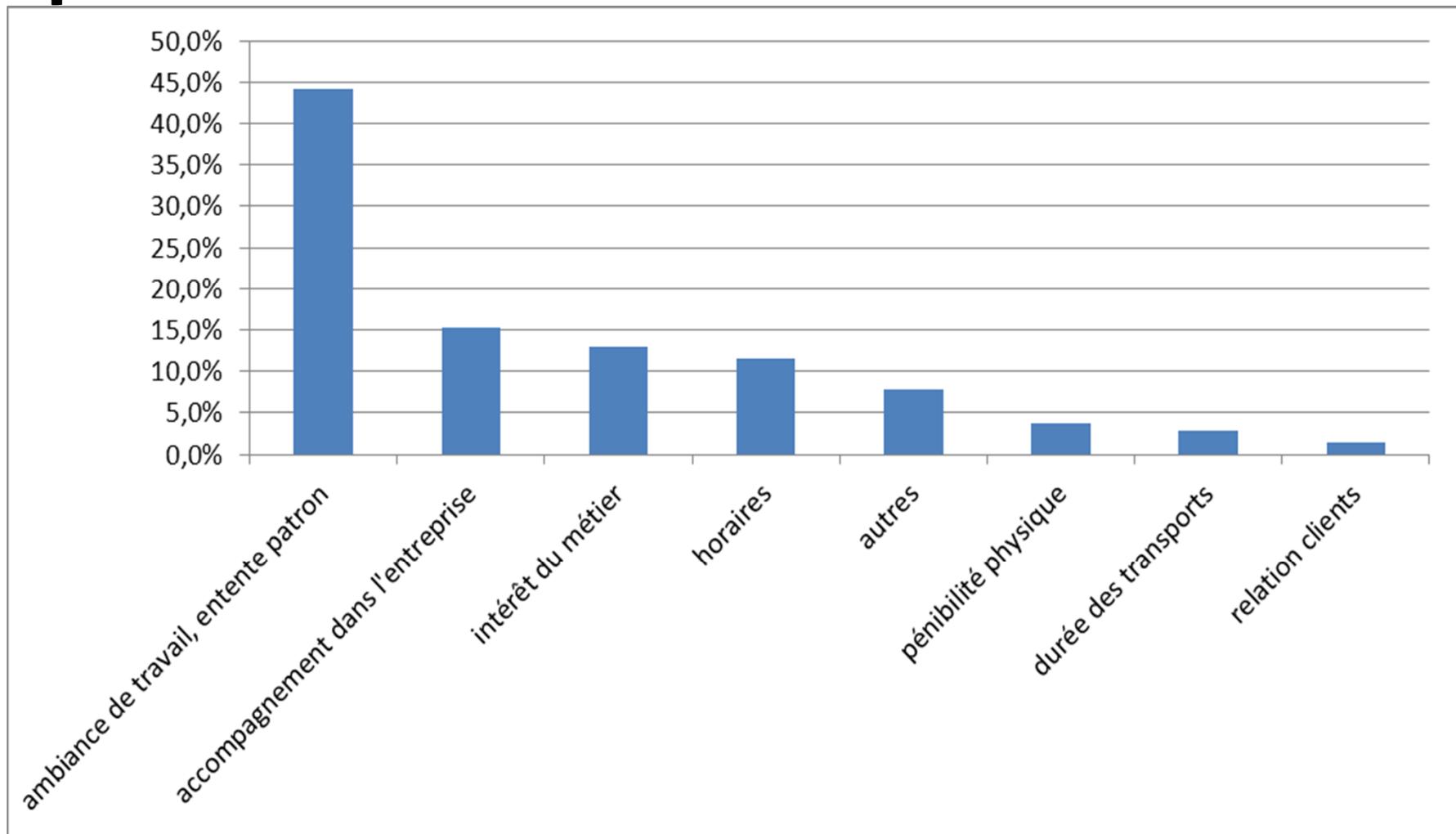


Source : Ari@ne – DGEFP – calculs DARES

La cause de la majorité des ruptures est de nature professionnelle



Détail des problèmes de nature professionnelle



Enquête de suivi des jeunes entrants dans l'expérimentation « Sécurisation des apprentis » 2010-2012

Faut-il diminuer les ruptures et si oui comment ?

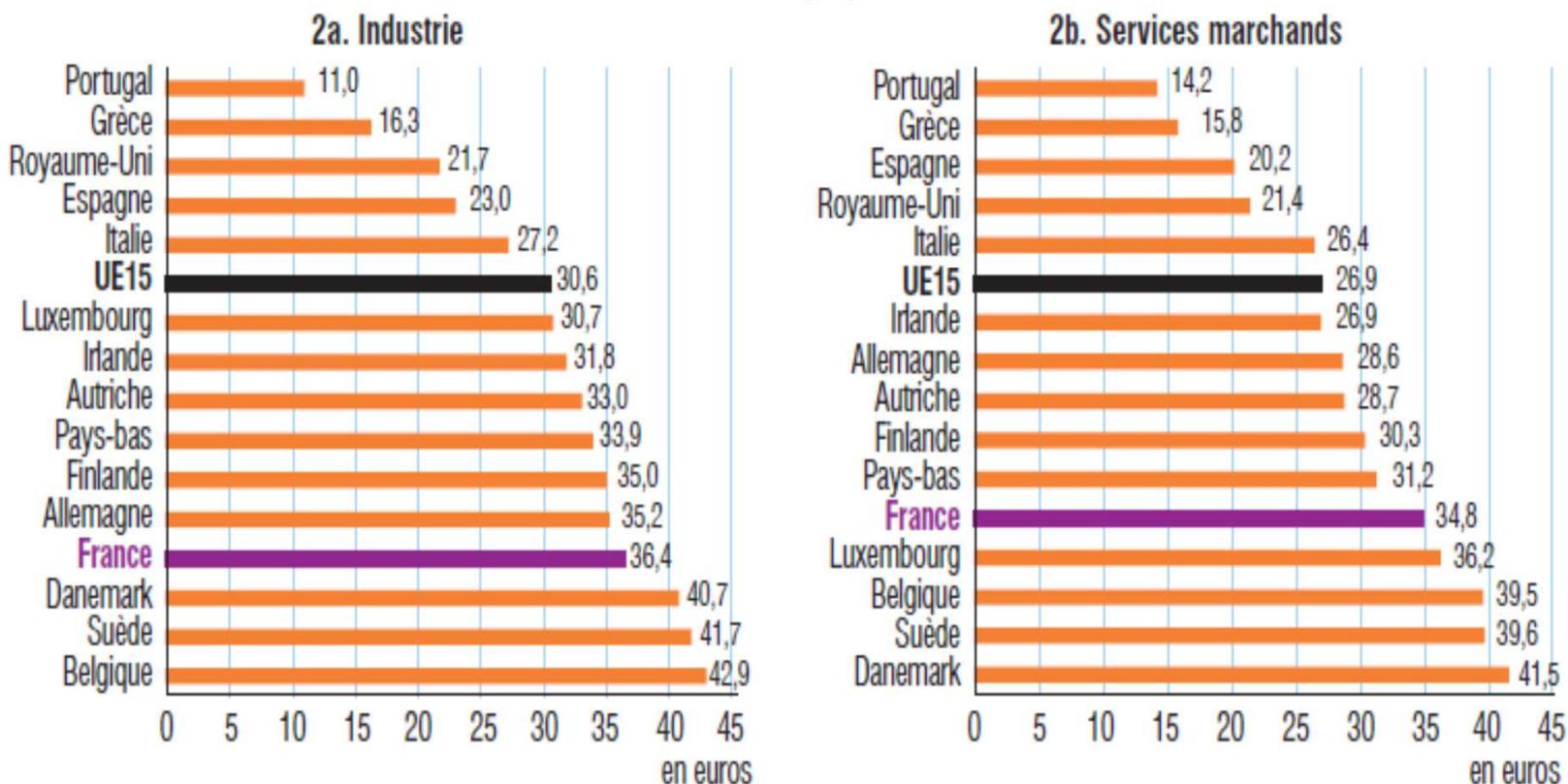
- Les frictions/conflits au travail restent le principal problème selon les apprentis.
- Les questions personnelles restent minoritaires.
- Une fois ces conflits entamés, doit-on nécessairement chercher à poursuivre la relation de travail ?
- Le problème essentiel : d'après Ari@ne, seuls 20% des contrats rompus sont suivis d'un nouveau contrat.

Le contrat de professionnalisation accueille principalement des jeunes bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur

- 135 000 jeunes bénéficiaires en 2014.
- 80% des bénéficiaires ont un diplôme de niveau IV et davantage.
- Seulement 25% sont sans emploi à l'entrée.
- 95% de CDD
- 72% des bénéficiaires en emploi à 6 mois.
- Aujourd'hui, il n'y a plus d'aides de l'Etat pour les jeunes.

La France avait en 2012 un coût unitaire du travail plutôt élevé par rapport à ses partenaires européens

2. Coûts horaires de la main-d'œuvre dans les pays de l'ex-UE à 15 en 2012



Champ : entreprises de 10 salariés ou plus, industrie et services marchands (sections B à N de la NACE rev. 2), apprentis inclus.

Note : les pays sont classés par ordre croissant de coût.

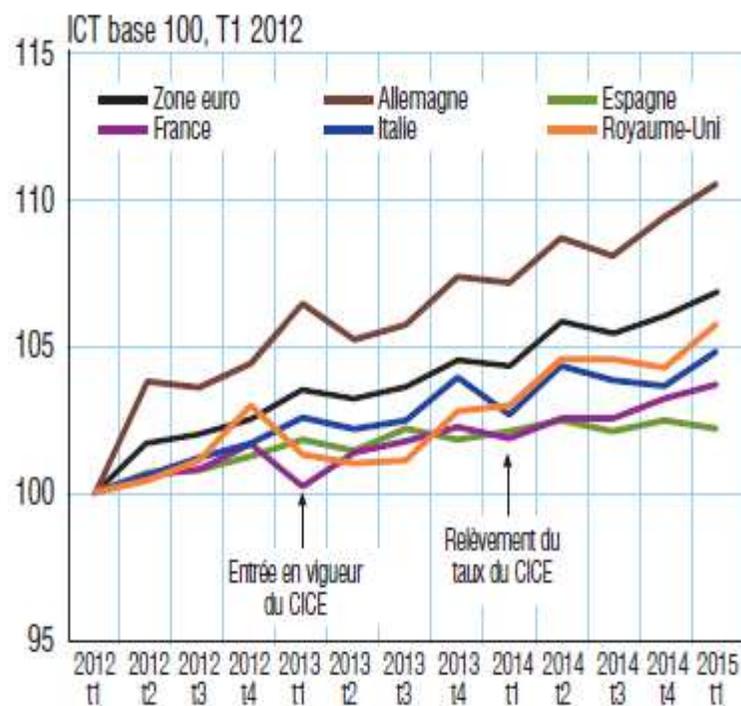
Source : Eurostat, enquête européenne sur le coût de la main-d'œuvre en 2012.

Borey, Coudin, Luciani (INSEE – 2015)

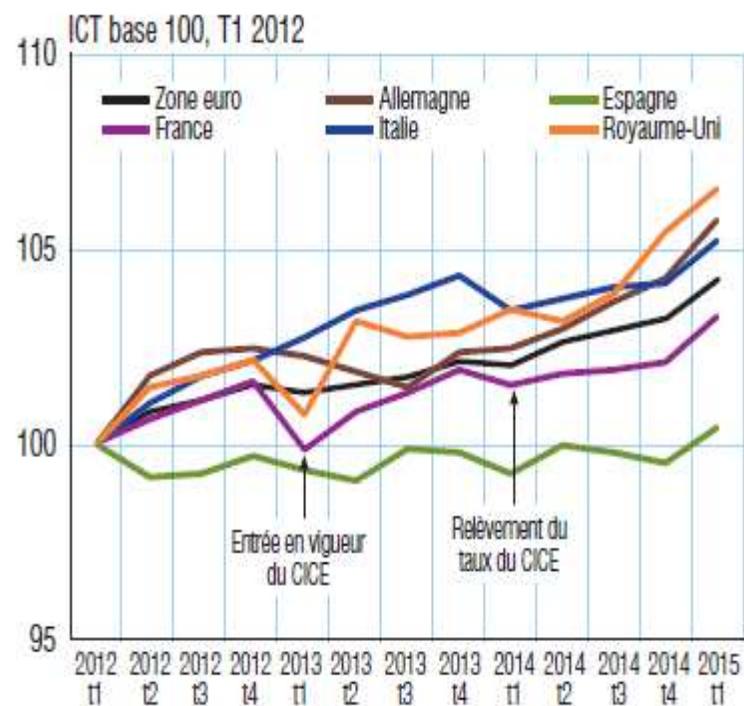
En partie du fait de l'introduction du CICE, le coût du travail a ralenti depuis 2012

8. Évolution de l'indice trimestriel du coût du travail (ICT) depuis 2012

8a. Industrie



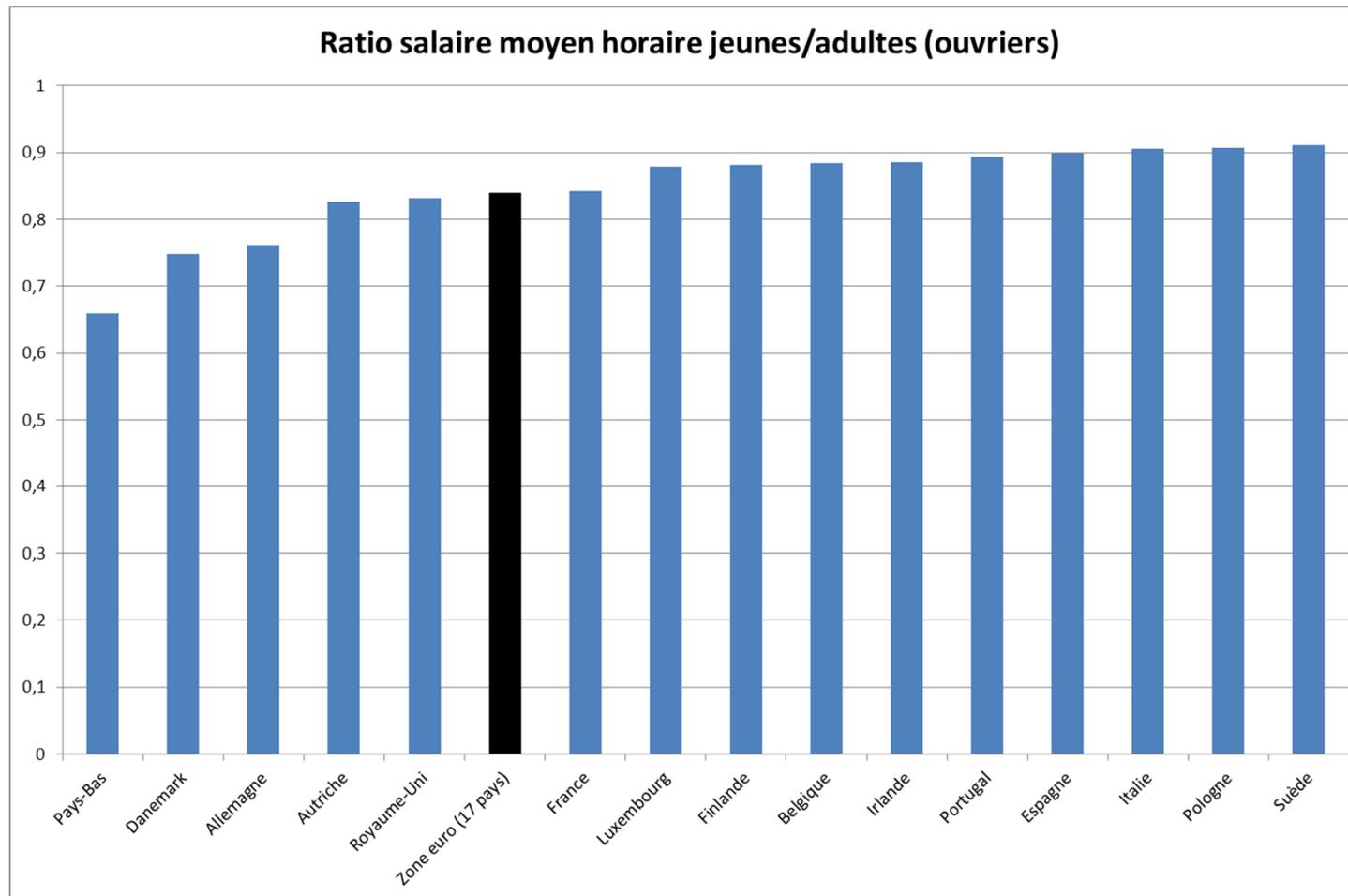
8b. Services marchands



Source : Eurostat, indices trimestriels du coût de la main-d'œuvre (labour cost index).

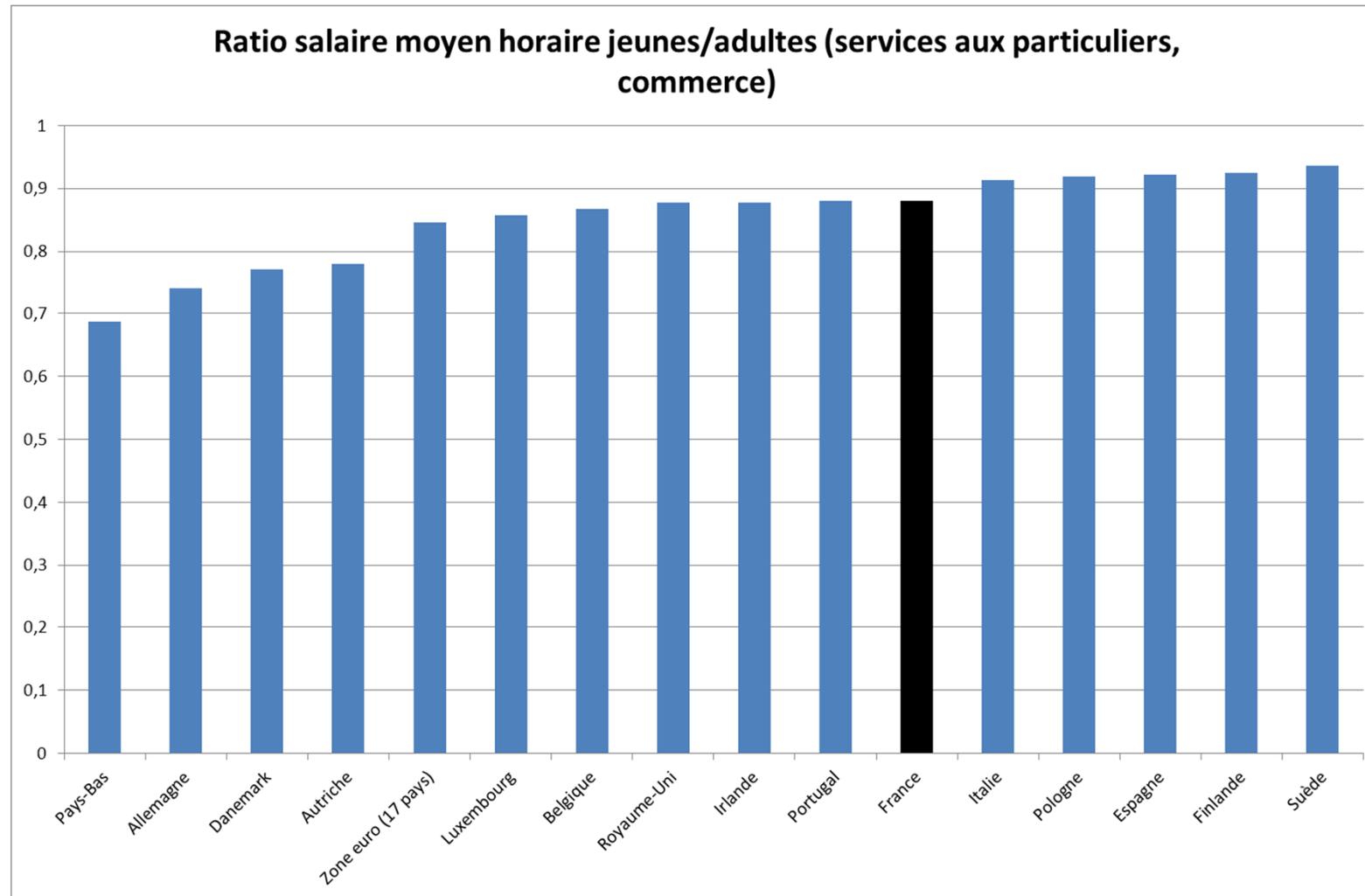
Borey, Coudin, Luciani (INSEE – 2015)

Le ratio des salaires jeunes/adultes dans une position moyenne par rapport aux principaux partenaires européens



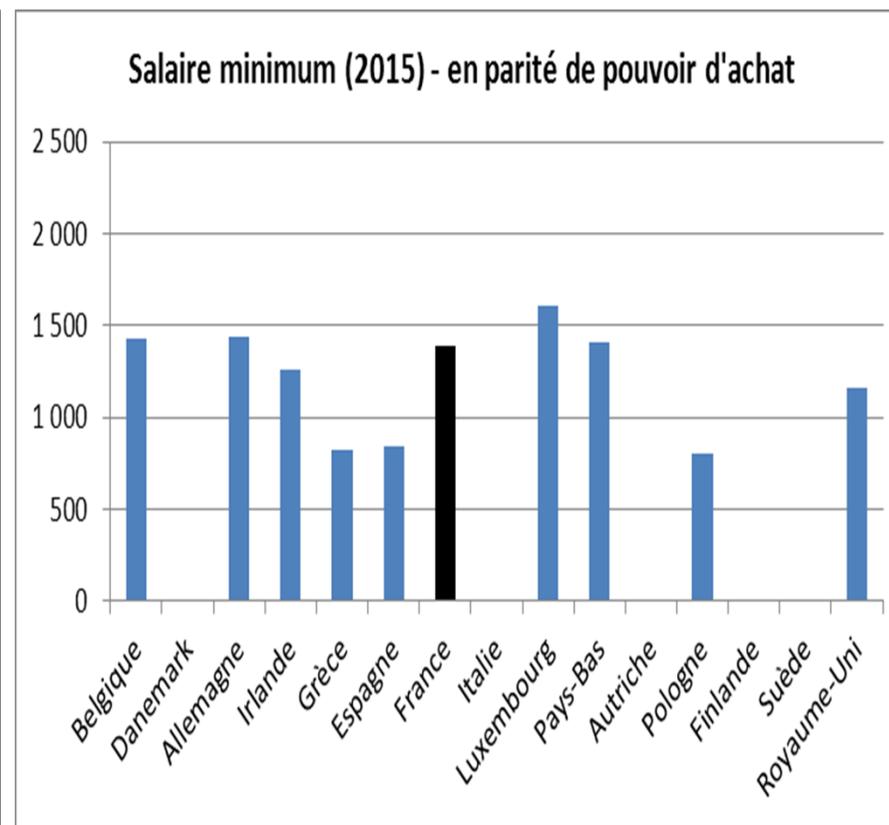
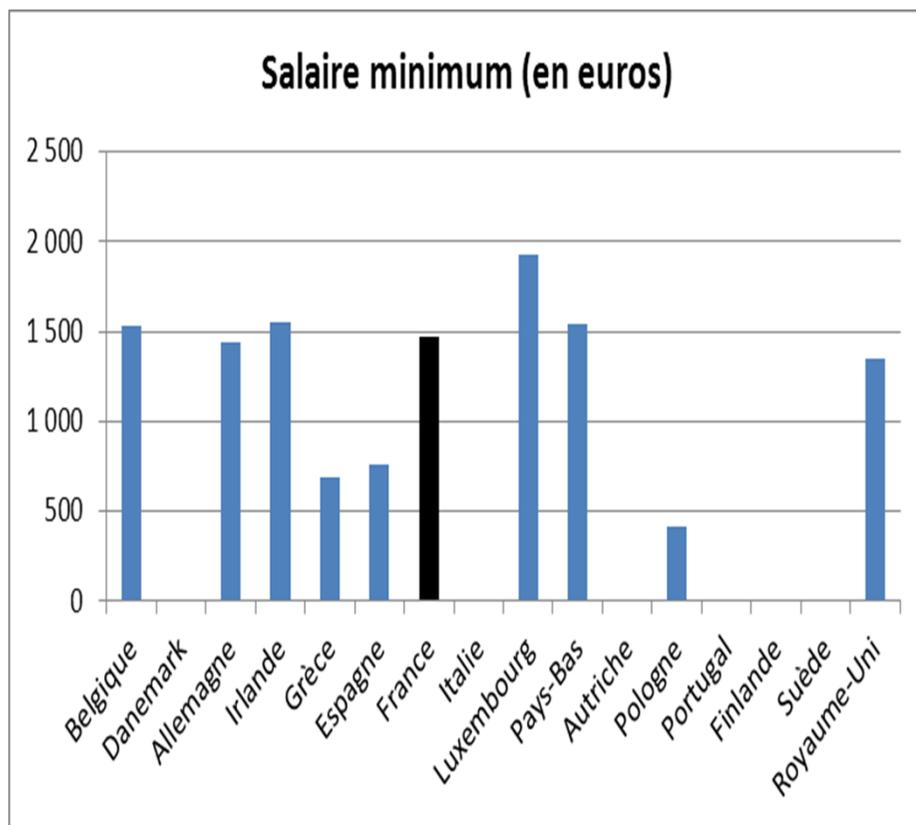
Enquêtes structure des salaires (2014) – Eurostat

Le ratio des salaires jeunes/adultes dans une position moyenne par rapport aux principaux partenaires européens.



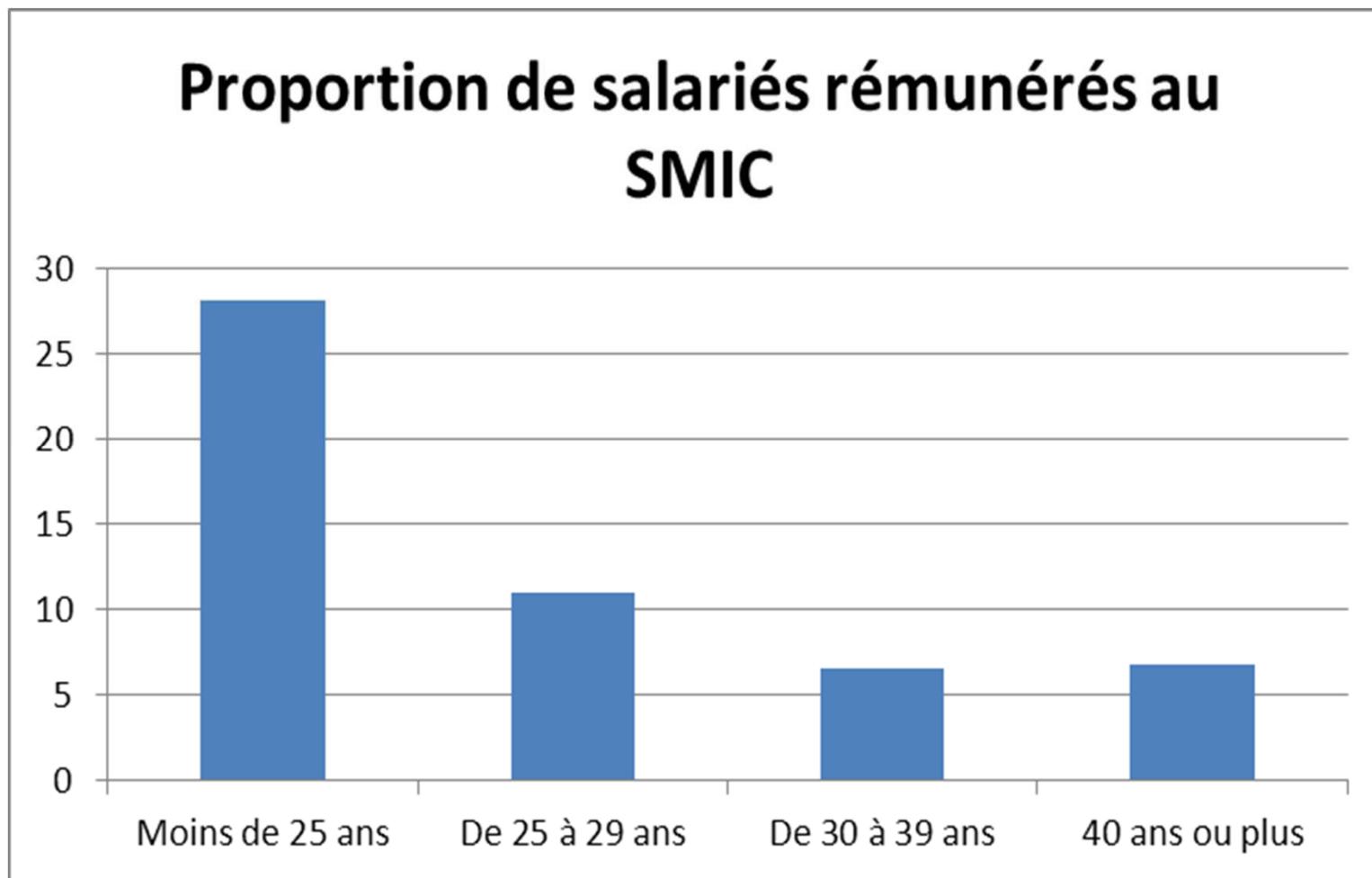
Enquêtes structure des salaires (2014) - Eurostat

Le salaire minimum mensuel en Europe



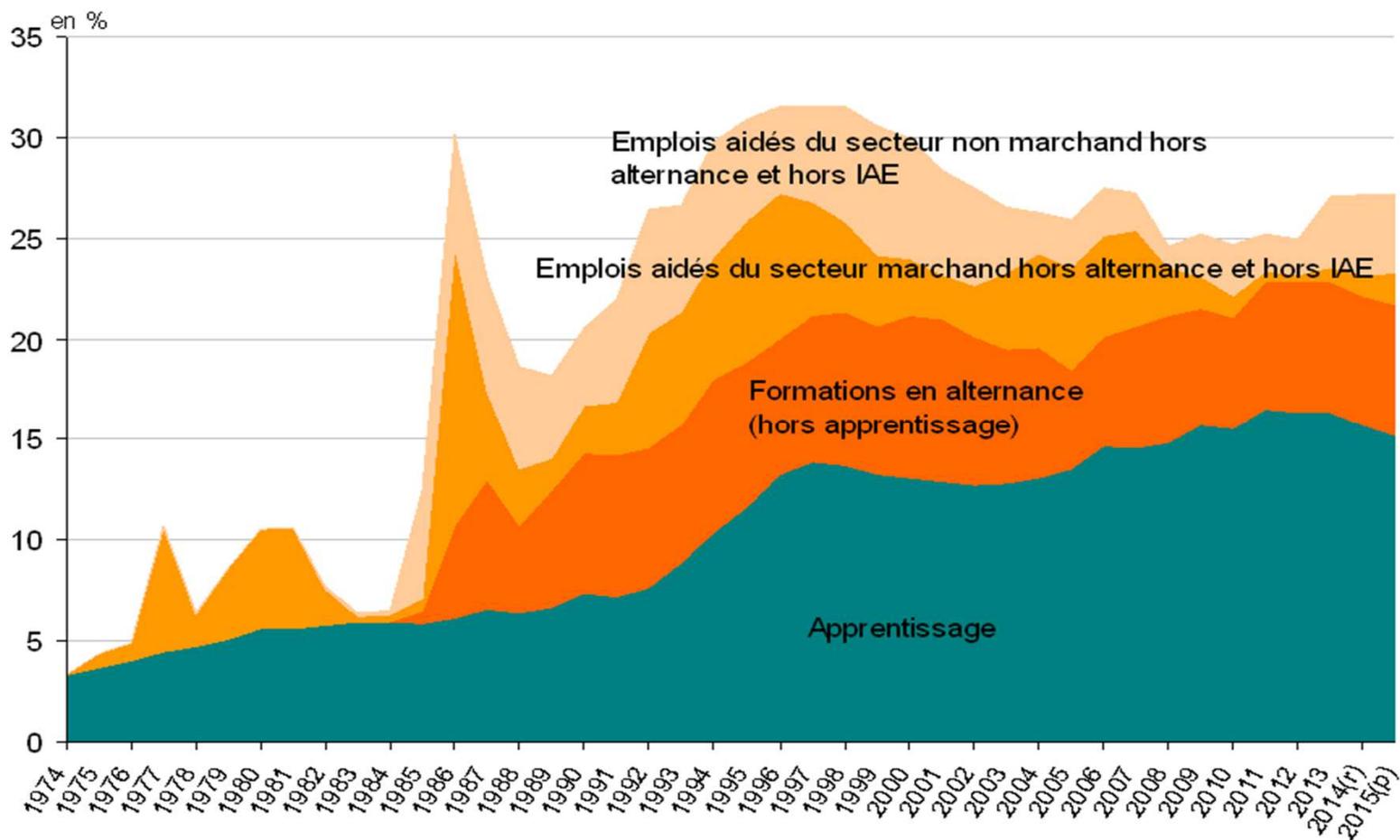
Source : Eurostat

25% des jeunes salariés rémunérés au SMIC



Enquêtes structure des salaires (2014) – INSEE (calculs DARES)

Les jeunes dans les emplois aidés (hors IAE)



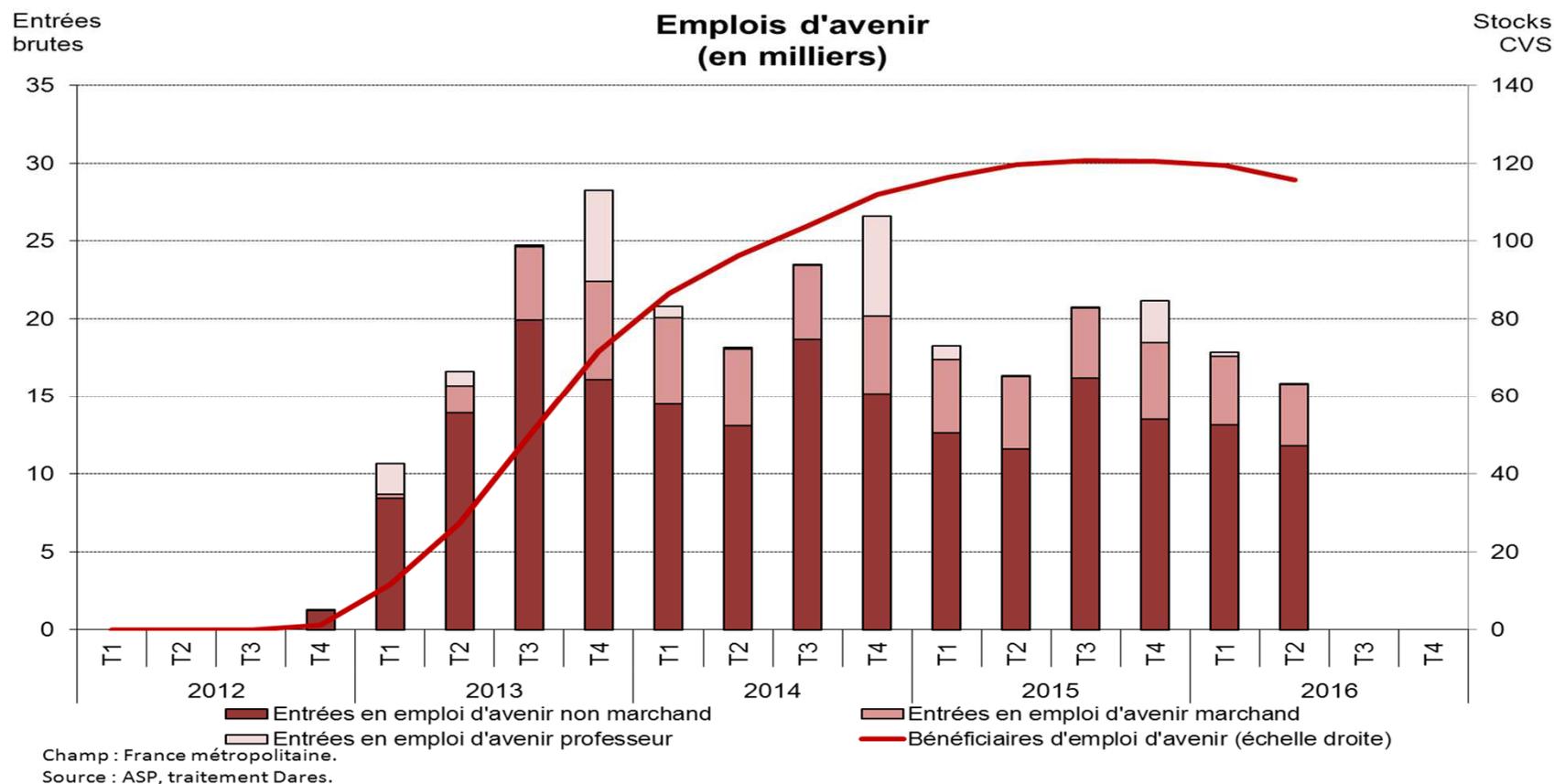
Champ : France métropolitaine, jeunes de moins de 26 ans. Hors mesures d'abattement temps partiel, Accre et insertion par l'activité économique.

Sources : ASP ; Cnasea ; Dares ; Insee

Le développement des emplois d'avenir

- Public ciblé : les jeunes peu ou pas qualifiés ayant des difficultés d'accès à l'emploi
- Deux « innovations » par rapport aux contrats aidés précédents
 - Une durée longue
 - Un accent mis sur le projet de formation
- Objectif : améliorer leur insertion professionnelle en leur donnant une expérience de travail et une certification/qualification

Le développement des emplois d'avenir



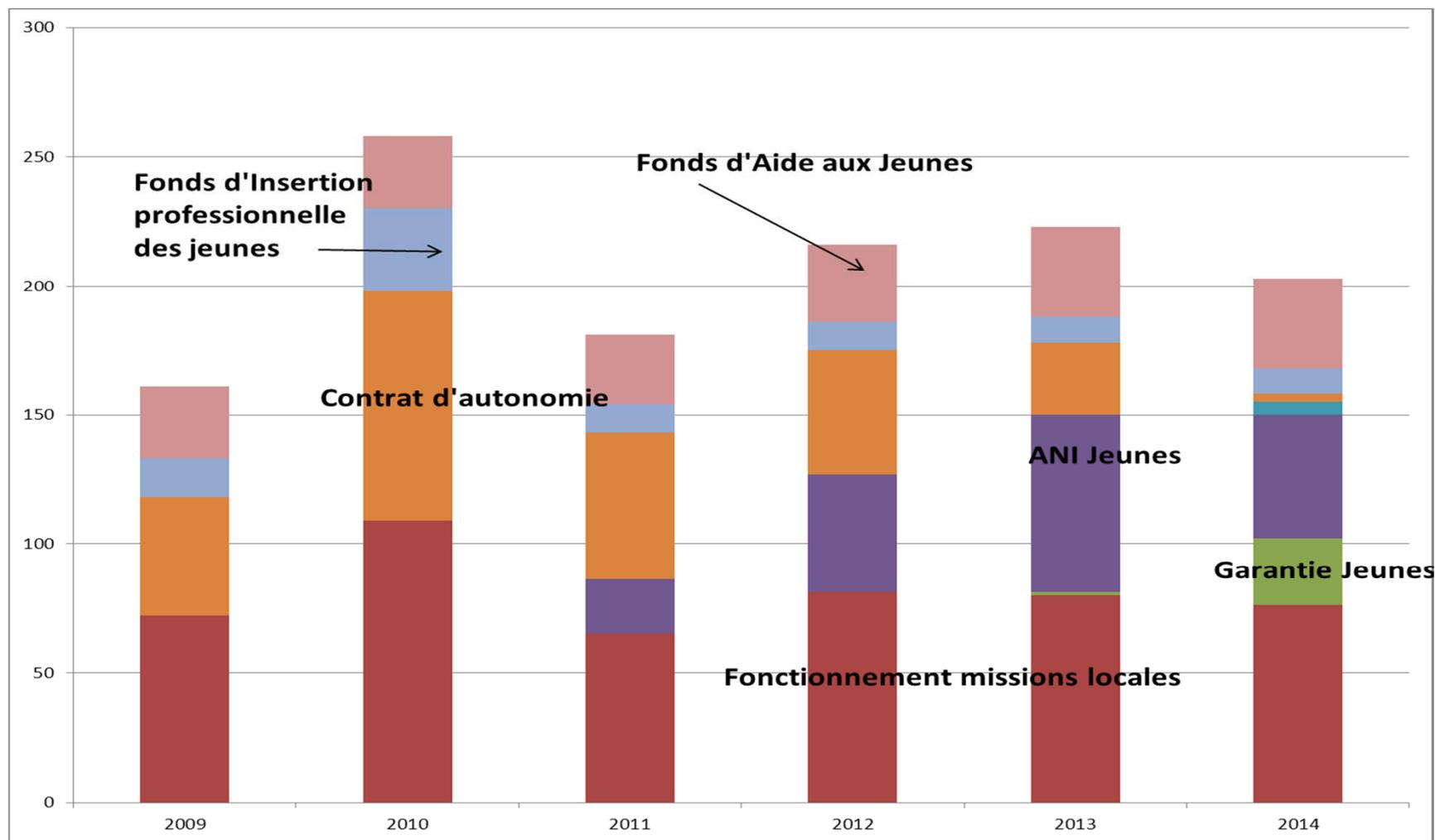
- Types de contrat (dans les entrées)
 - marchand : 2/3 des entrées en CDI
 - non marchand : 95% des entrées en CDD ; la moitié des entrées en 2013 ont une durée de 3 ans (1/3 en 2015)

Les jeunes bénéficiaires d'emplois d'avenir obtiennent souvent une certification

Un an après le début de l'emploi d'avenir :

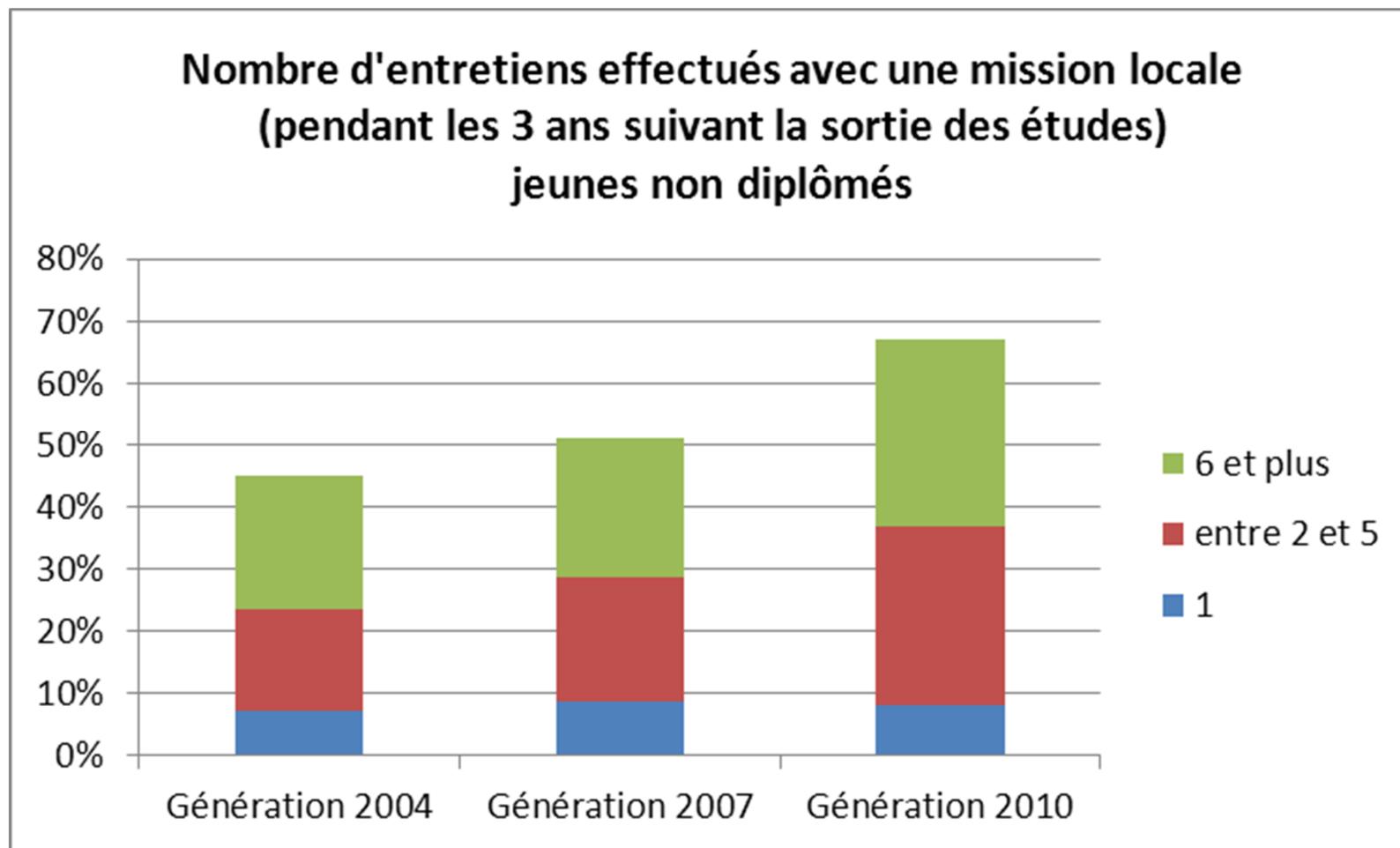
- **Une formation pour 3 jeunes sur 4**
- **Une formation certifiante pour quasiment la moitié des jeunes**
 - Davantage dans le secteur non marchand (52%) que le secteur marchand (35%)
 - Deux fois plus que le taux d'accès à une formation certifiante pour une population comparable
 - Effort de formation certifiante un peu plus souvent sur les plus jeunes et les moins diplômés, surtout dans le secteur non marchand
 - Un accès à la certification qui passe notamment par les habilitations

Les dépenses d'accompagnement spécifiques aux jeunes



(en millions d'euros) – Source DARES

Le poids des missions locales s'est accru pour les non diplômés



Enquêtes génération 2004, 2007, 2010. Cereq. Calculs DARES

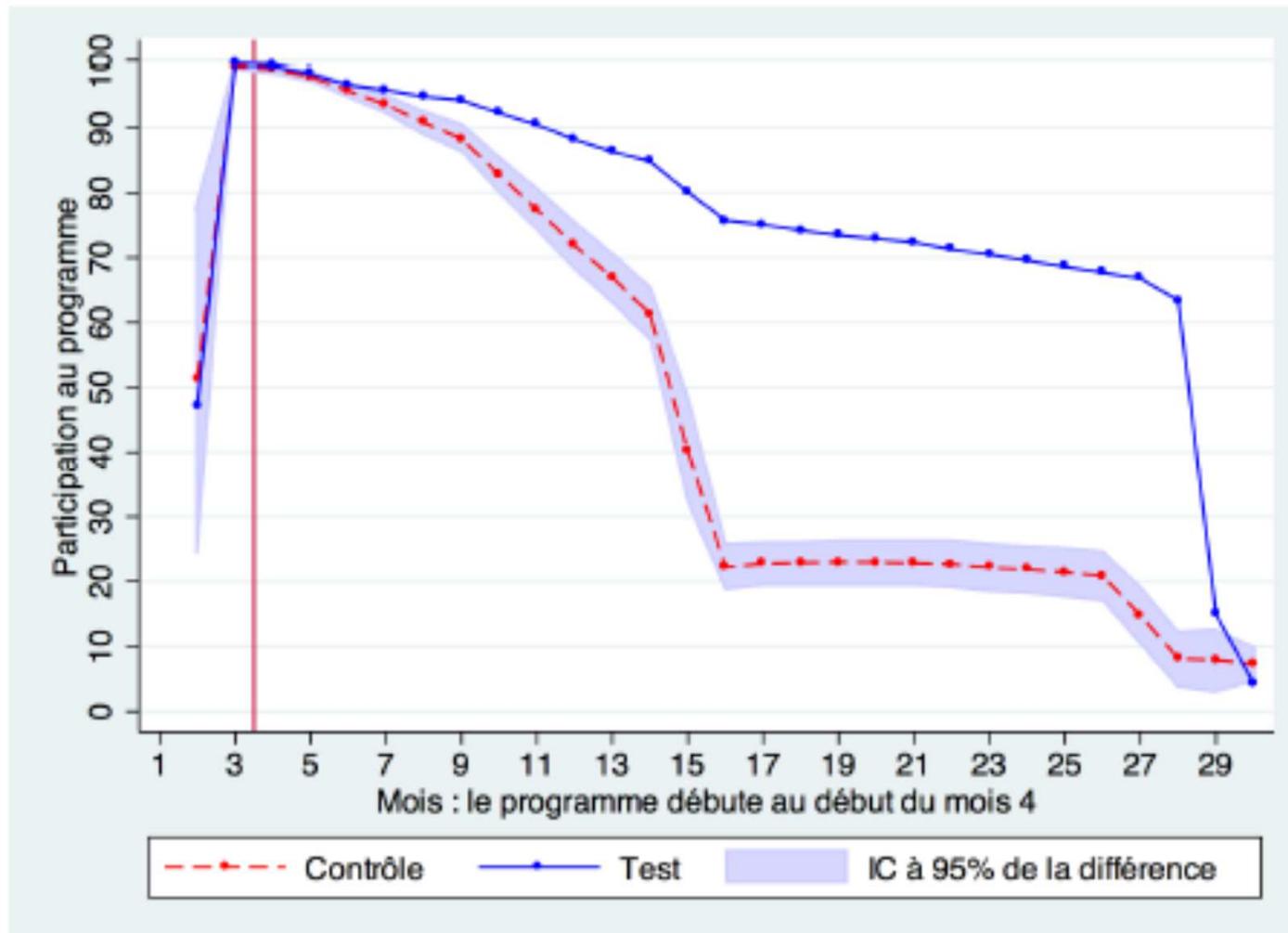
De nombreux programmes mis en place depuis 2004

Programme	Dates	Nombre annuel de nouveaux bénéficiaires	
CIVIS	2004-	190 000	Missions Locales
Contrat d'autonomie	2008-2011		Opérateurs Privés de Placement
Accompagnement Jeunes diplômés	2007-2008	50 000	Opérateurs Privés de Placement Expérimental (évalué par randomisation)
Revenu Contractualisé d'Autonomie	2011	5000	CIVIS complété par une allocation Missions Locales Expérimental
ANI-Jeunes	2011-2014	50 000 en 2012 50 000 en 2013	Missions Locales ; Pôle Emploi ; APEC
Garantie Jeunes	2013-	50 000 prévus en 2016	Missions locales Expérimental (en cours d'évaluation par méthode contrefactuelle)

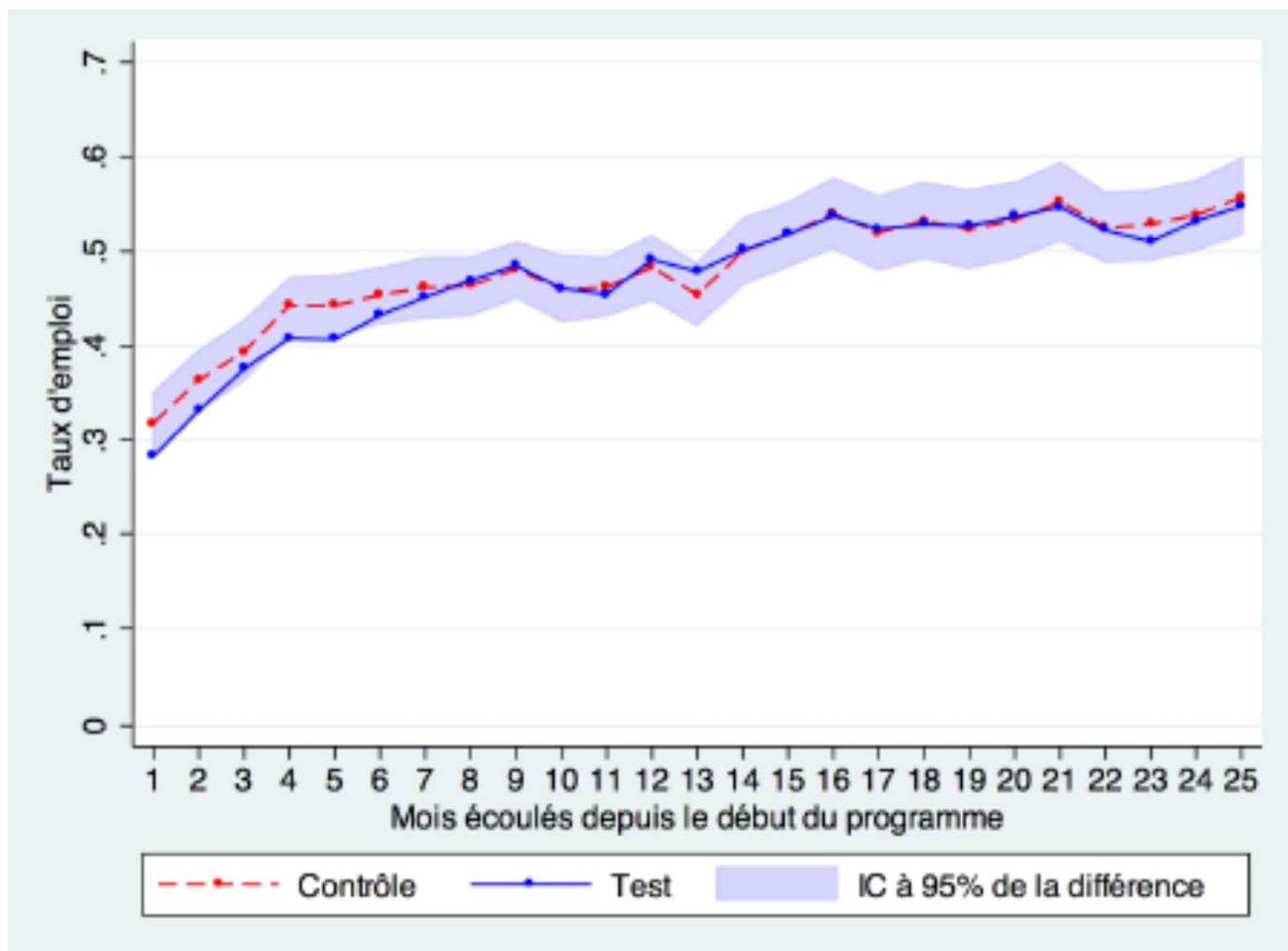
Le revenu contractualisé d'autonomie

- Le RCA : une allocation de 250 € versée en parallèle du programme CIVIS.
- Evaluation randomisée (1 groupe bénéficiant du CIVIS ; 1 groupe bénéficiant du RCA).
- Public : jeunes peu ou pas qualifiés, issus souvent des zones urbaines sensibles.
- Hypothèses :
 - accroître l'intensité et la durée de contact avec la mission locale
 - Contractualisation plus effective : droits et devoirs
 - Évacuer les problèmes d'urgence (besoins de première nécessité) pour permettre de faire émerger une vision à moyen-terme

L'expérimentation sur le revenu contractualisé d'autonomie



L'expérimentation sur le revenu contractualisé d'autonomie



La mise en place de la garantie jeunes (2013)

- Un nouveau programme expérimental d'accompagnement qui tient compte explicitement des enseignements de l'évaluation RCA.
- L'accompagnement est intensif au cours des 6 premières semaines
- Il met l'accent sur l'accès à l'emploi (via les périodes de mise en situation professionnelle) : **le principe du Work first.**
- L'allocation est portée à 438 euros.
- Le public (sauf dérogation) est composée de jeunes en situation de grande précarité financière.
- Il fait l'objet d'une évaluation contrefactuelle sous l'égide d'un comité scientifique (Président : Jérôme Gautié, Secrétariat : DARES).

Les missions locales : un rôle d'accompagnement mais qu'en est-il de leur rôle d'intermédiation ?

- Avec le rôle exclusif de prescription des emplois d'avenir et la mise en place de la garantie jeunes, les missions locales voient leur rôle d'intermédiation avec le monde de l'entreprise délibérément renforcé.
- Des équipes emploi ont progressivement été créées au sein des missions locales (Fréte!l, 2013)
- Les plus récentes observations de terrain témoignent d'une progression inégale du rôle et du poids réel de ces équipes emploi ainsi que des liens hétérogènes avec Pôle Emploi (Fréte!l, Pillon, Rémillon, Tuchszi!rer, Vives, 2016).
- Pour certaines missions locales (mais pas toutes), le rôle reste centré sur l'autonomie des jeunes, mais pas sur l'entretien d'une relation forte avec les entreprises (et leurs besoins de recrutement).

Les dispositifs deuxième chance, prometteurs mais non évalués

- Environ 15 000 jeunes sont entrées dans les E2C en 2015, et 4 000 en EPIDE
- 90% non diplômés à l'entrée
- Un développement important entre 2008 et 2012 mais stoppé depuis
- Programmes approfondis, qui misent sur les savoirs de base et sur les stages en entreprise
- Environ 60% de jeunes en sortie positive chaque année...
- ...mais un processus de sélection fondé sur la motivation
- Un certain nombre de formations d'aide à la définition de projets, de remobilisation existent également dans les programmes des régions.
- Aucune évaluation d'impact à ce jour n'a été effectuée sur ces programmes.

Bibliographie

Pesonel E. (2016), « L'apprentissage en 2015. Nette reprise de l'apprentissage dans les entreprises de moins de 10 salariés et dans le secteur public », *Dares-Analyses n°044, septembre*.

Credoc-Crest-Dares (2015), « Accès à l'apprentissage et sécurisation des parcours : bilan d'une expérimentation aléatoire contrôlée conduite sur 7 sites en France", Rapport final d'évaluation, *Fonds d'Expérimentation de la Jeunesse*. Disponible à l'adresse <http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr>

Borey G., Coudin E., Luciani A. « Une comparaison du coût de la main-d'oeuvre depuis la crise: quelle évolution depuis la crise?» in *Les entreprises en France édition 2015*, collection Références, Insee.

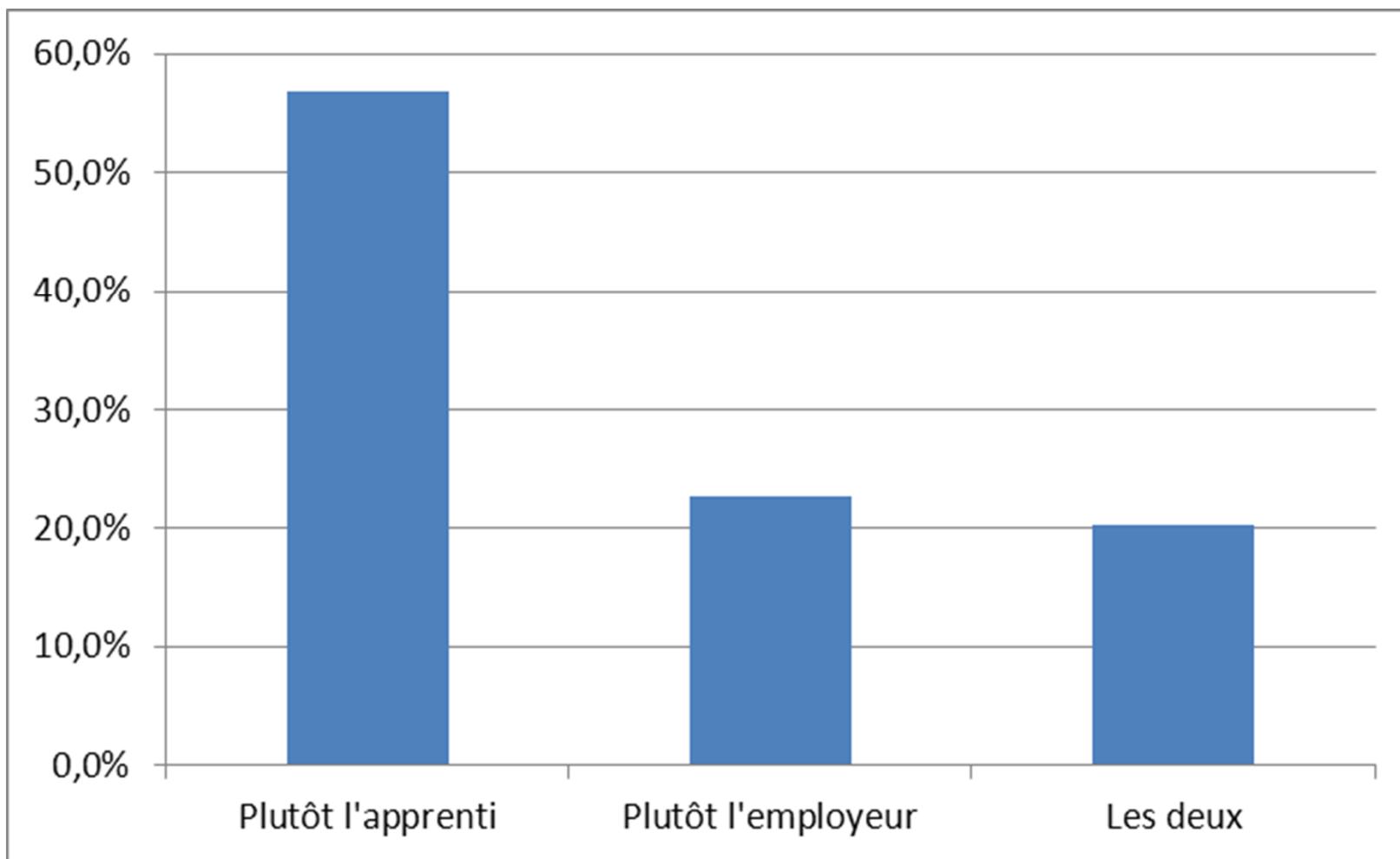
Yannick Fondeur, Anne Fretel, Jean-Marie Pillon, Delphine Remillon, Carole Tuchsirer, Claire Vivés, *Diversité et dynamiques des intermédiaires du marché du travail*, Pôle emploi, coll. "Études et recherches", n° 7, 212 p.

Frétel A. Année (2012) : « Typologie des figures de l'intermédiation. Quelle relation à l'entreprise au-delà de l'impératif adressé aux opérateurs du SPE », *IRES, Document de travail*.

Rostam W. (2014) : « L'École de la Deuxième Chance : la grande école des décrocheurs motivés ». *Dares-Analyses n°2014-068*

Graphiques annexes

Qui est à l'origine de la rupture ? (selon l'apprenti)

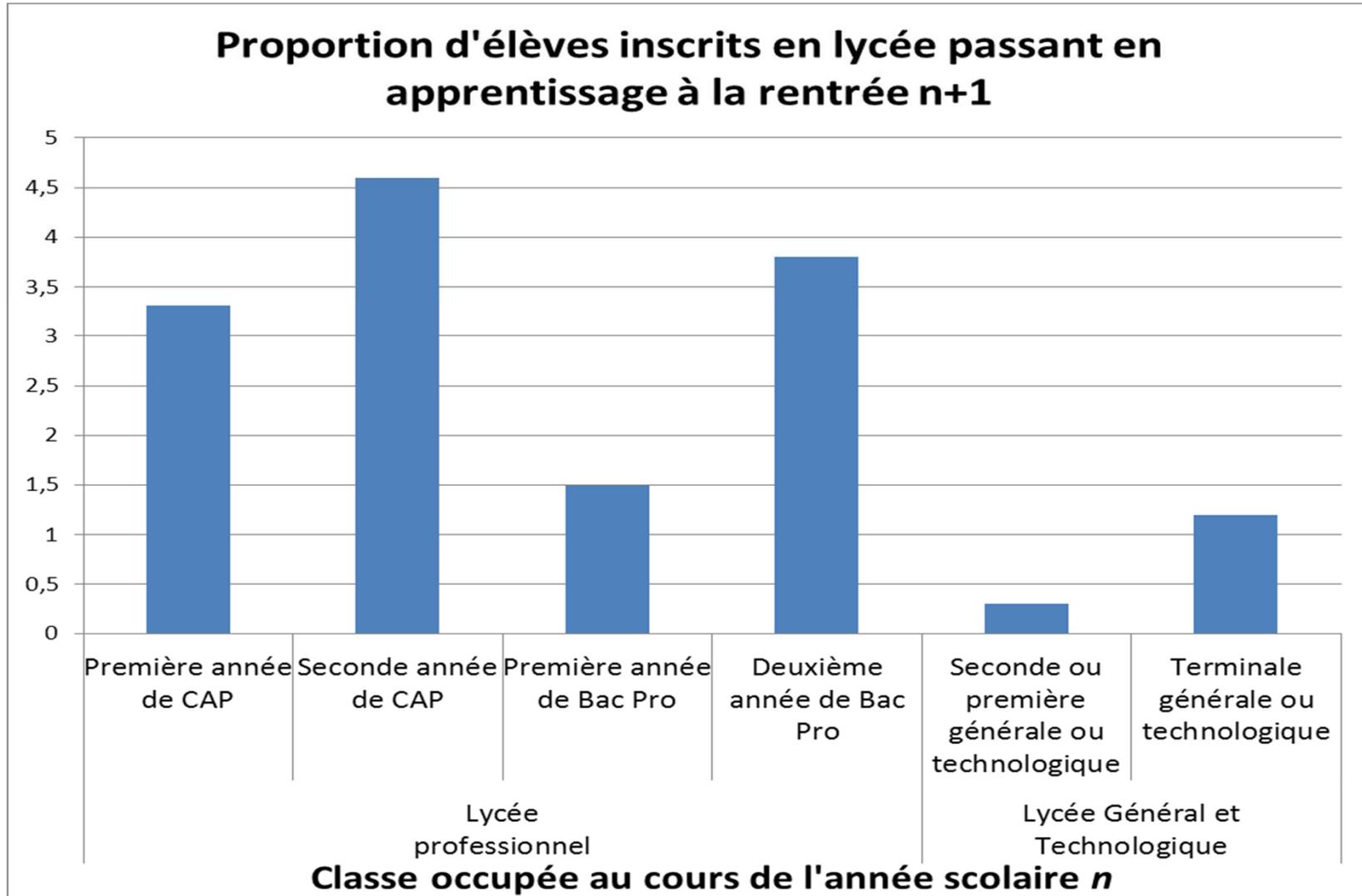


Statistiques sur 373 ruptures

Enquête de suivi des jeunes entrants dans l'expérimentation « Sécurisation des apprentis » 2010-2012

A2

Très peu de passerelles entre lycées professionnels et apprentissage



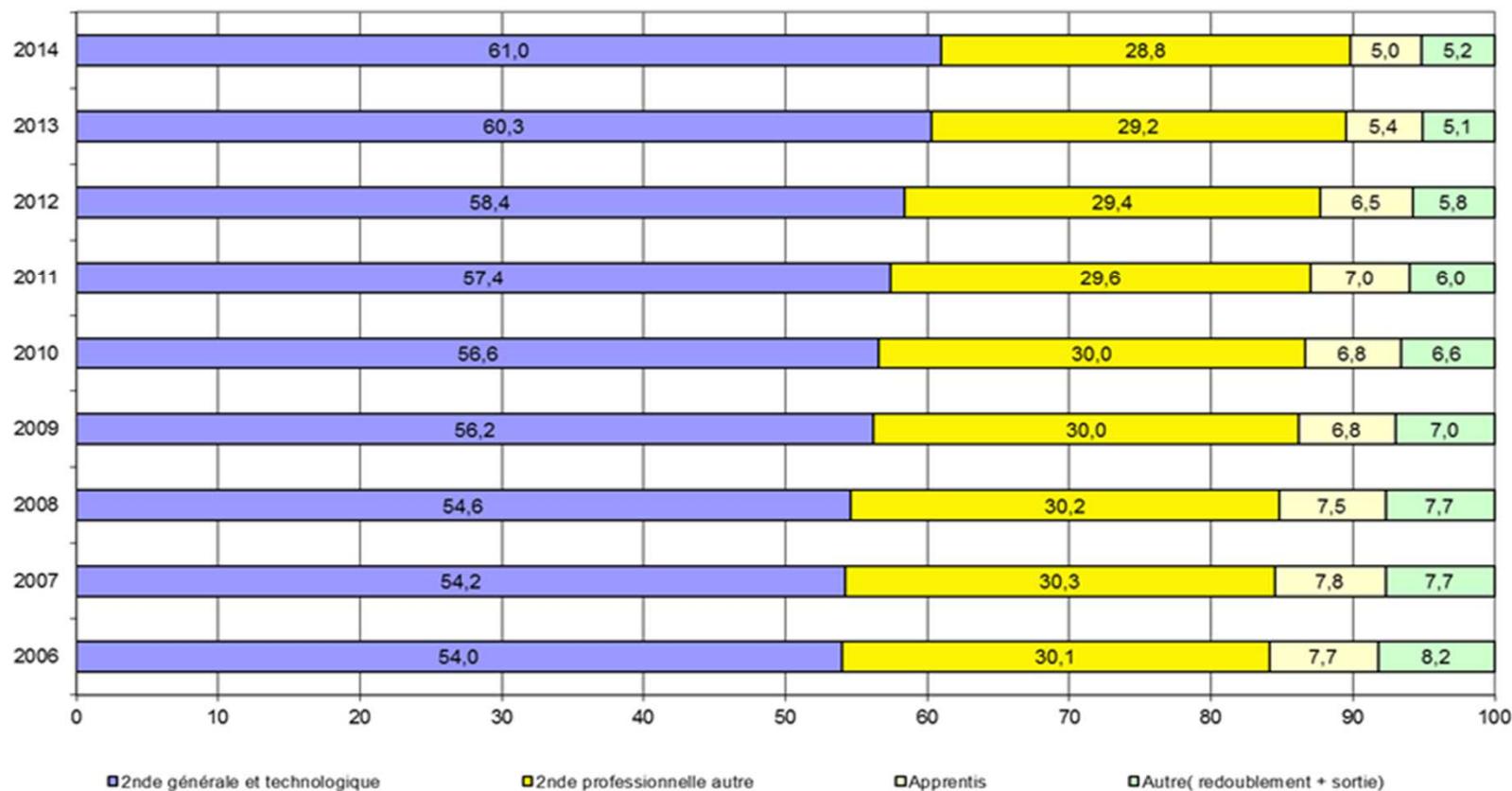
Diapositive 36

A2

idem cette slide était déjà présente

A; 28/10/2016

A la sortie de la 3^{ème}, une orientation croissante vers la 2^{nde} générale et technologique



Champ : Y compris Segpa et agricole. France entière.

Source : MENESR-DEPP, RERS édition de 2016 à paraître

Diapositive 37

A3

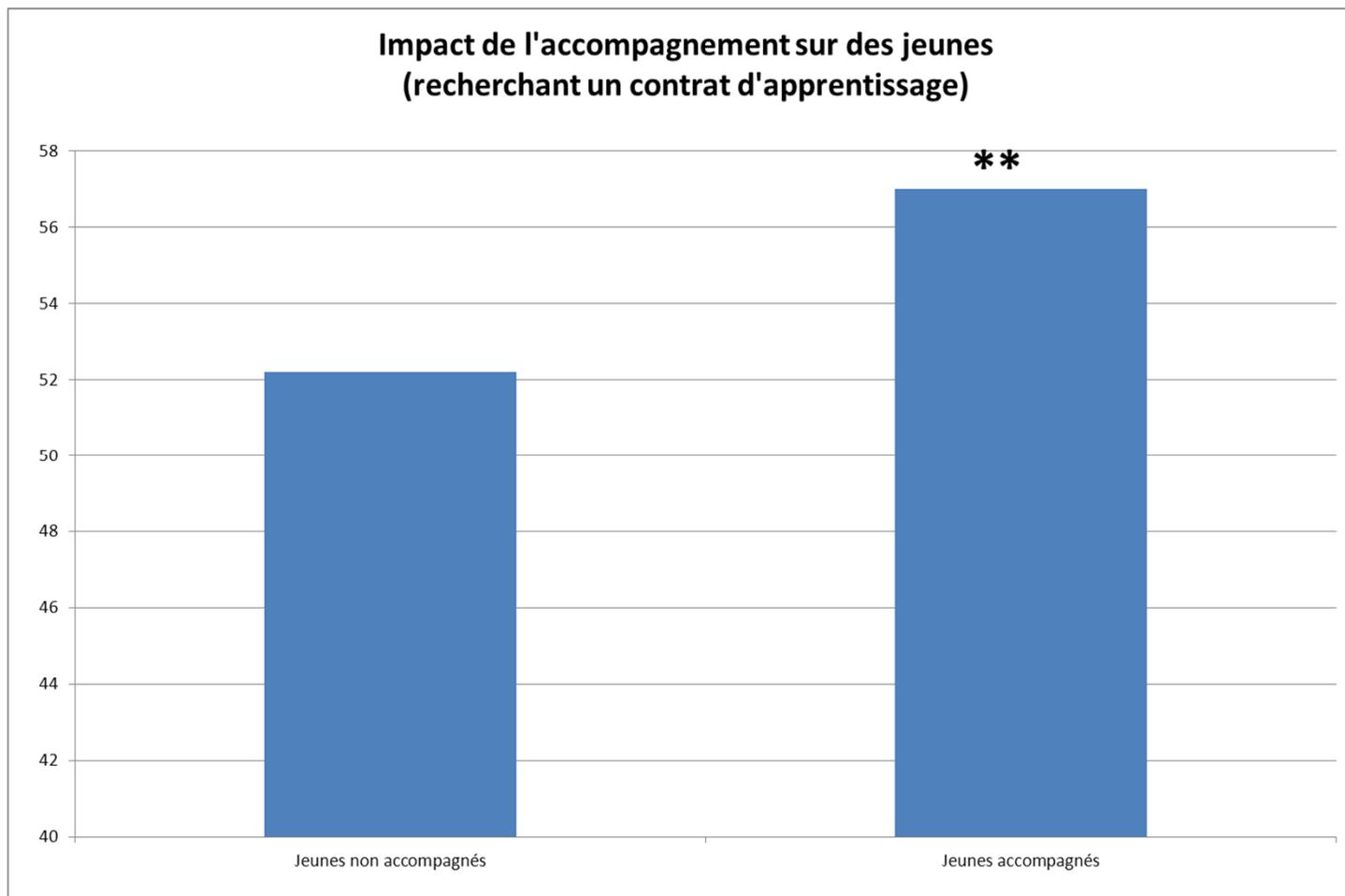
j'enlèverai aussi cela a été dit

A; 28/10/2016

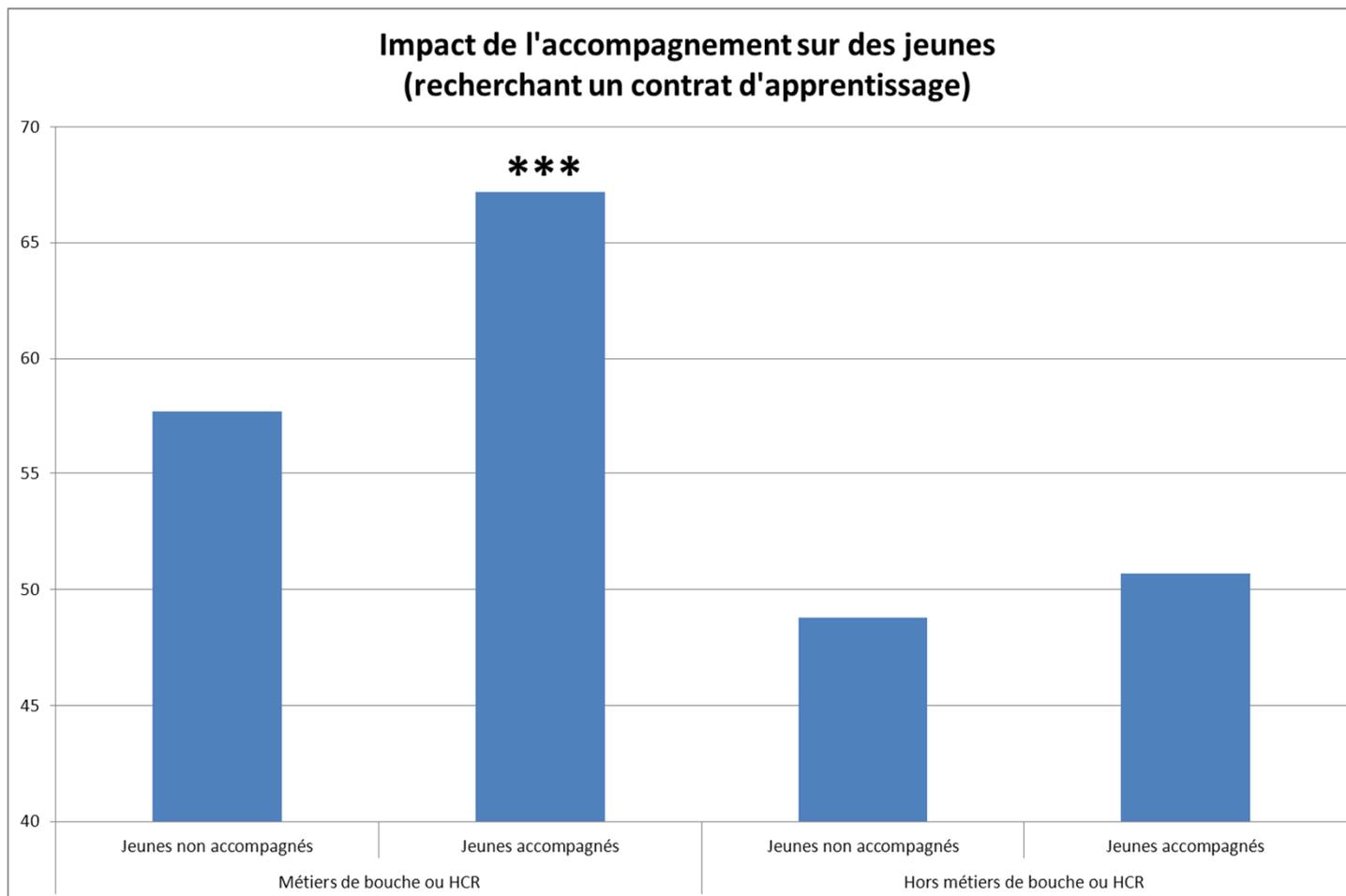
Faut-il mieux accompagner les jeunes à la recherche d'un contrat ? Les résultats d'une expérimentation

- Sur les campagnes 2010/2011 et 2011/2012, une douzaine de missions locales ont accompagné des jeunes à la recherche d'un contrat.
- Le projet est financé par le FEJ et porté par le Conseil National des Missions Locales
- L'évaluation (conduite par le CREST et la DARES) est sur la base d'une expérience aléatoire.
- Pendant 3 à 4 mois (7 entretiens en moyenne), les missions locales ont recouru à leurs services habituels : entretiens approfondis, ateliers CV-embauche, mini-stages de découverte.

Des résultats positifs sur la proportion de jeunes ayant signé un contrat



... mais uniquement dans les métiers de bouche ou HCR



... et uniquement pour les plus jeunes

